

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°349 - 11 au 24 décembre 1981

18<sup>e</sup> ANNÉE 2,50F

## Ils parlent de désarmement mais s'arment à outrance

Les négociations sur la limitation des armements nucléaires à moyenne portée viennent de s'ouvrir à Genève entre Russes et Américains.

Reagan vient de proposer l'«option zéro» : il renoncera à installer en Europe à partir de 1983 les quelque 500 Pershing-II et missiles de croisière prévus, si l'URSS démantèle son système de SS-20, soit 500 à 600 missiles pointés sur l'Europe depuis la Russie occidentale.

Brejnev propose en revanche un «moratoire» : les deux supergrands gèlent toute création de nouveaux missiles pendant la durée de la négociation, qui pourrait porter sur la réduction du nombre des SS-20 (230 actuellement) et la liquidation, déjà programmée, des SS-4 et 5, que les SS-20, plus modernes, remplacent.

Ces propositions, qui répondent en apparence aux grandes manifestations pacifistes et neutralistes qui se sont déroulées cet automne en Europe, diminuent-elles la course aux armements et les dangers de guerre en Europe ? Essayons donc de préciser leur portée réelle.

On peut toujours faire l'hypothèse que les

négociations vont aboutir, et que les Russes vont même parvenir à obtenir une réduction des «systèmes avancés» américains, c'est-à-dire des armes américaines déjà existantes destinées à une bataille en Europe. Quel stock d'armes nucléaires resterait dans ce cas disponible pour le «théâtre européen», comme on dit dans la langue choisie des états-majors ?

On aurait au moins, dans la catégorie des engins à moyenne portée, c'est-à-dire de 1.000 à 5.000 km, 170 SS-20 face aux 162 engins français et anglais, des centaines de bombardiers nucléaires des deux côtés et des dizaines de sous-marins. Cela n'empêcherait pas l'Europe centrale de rester exposée au feu des missiles russes à courte portée (700 actuellement), qui pour «tactiques» qu'ils soient, sont aussi dangereux que les autres et suffiraient à eux seuls à «vitrifier» l'Allemagne. Et il importe d'ajouter que cela se ferait sans toucher aux milliers d'armes nucléaires à longue portée qui existent de part et d'autre, et qui sont toutes susceptibles d'être pointées sur des cibles européennes. On voit par

(Suite page 2)

### GREVES DES SANS PAPIERS

## DEFENDRE UNE POSITION DE LUTTE !

Le terme de la soi-disant campagne de régularisation des sans-papiers, le 31 décembre, approche. Sur 3 à 400.000 sans-papiers, près de 80.000 auront déposé leur dossier. Une faible partie d'entre eux sera régularisable. Les autres sont menacés d'expulsion. Defferre lui-même n'a pas manqué de dire le 6 à Europe 1 que le but du gouvernement n'est pas la régularisation, mais la «connaissance du terrain» des sans-papiers, une «des sources de la délinquance»...

Les travailleurs abordent cette échéance dans des conditions extrêmement difficiles. Pourtant l'ardeur ne manque pas. Un indice: trois manifestations à Paris en 15 jours pour la régularisation, le 28 novembre à l'appel des PAE, le 5 décembre à l'appel du Comité de coordination, le 12 à l'appel de la MTI.

L'idée «facile» qui vient à l'esprit est qu'il manque l'unité. Sans doute l'unité est-elle une bonne chose, mais pas l'unité en soi: l'unité des travailleurs sur des positions de lutte. Or, les divisions actuelles sont réelles et ne peuvent être surmontées par la seule «bonne volonté».

La position des PAE est assurément un obstacle à la lutte: elles plaquent sur des revendications justes exprimant des besoins réels d'autres revendications complètement artificielles et fausses qui découlent de leur crédo anti-raciste démocratique, et donc acceptables par les PAE seules, en vertu de quoi toutes les autres organisations sont vendues à l'ennemi! Mais c'est la faiblesse du mouvement qui permet à ces méthodes de faire des dégâts. De plus les PAE ne donnent, hors des manifestations sur des mots d'ordre généraux, aucune perspective

concrète de lutte.

Plus dangereuse est la position de la MTI, «ouverte» et «unitaire» en paroles, mais qui condamne par principe, avec l'appui des gauchistes bonifiés, toute action qui ne recherche pas la collaboration avec les bureaucraties syndicales et les forces démocratiques qui soutiennent ouvertement la politique de discrimination anti-ouvrière de l'Etat impérialiste, et qui contribue, en appelant les non-régularisables à déposer leur dossier, au flicage recherché par le gouvernement.

La méthode qui est susceptible de faire avancer la lutte est d'organiser une force indépendante des travailleurs à partir des réactions existantes, comme la lutte pour le contrat de travail, ou contre les licenciements, les expulsions, etc., afin de surmonter la division entre les régularisables et les autres, et de se préparer mieux à l'heure des expulsions. C'est ce qu'il a été possible de faire dans une certaine mesure dans la Coordination des sans-papiers, compte tenu du faible niveau d'expérience qu'avaient au départ les travailleurs et du jeu des forces qui traversent la lutte.

Hélas, cette lutte n'a pas été encore assez puissante pour faire reculer les PAE sur les préalables sectaires posés à la manifestation du 28. Et la Coordination a dû en prévoir une le 5, compte tenu des besoins internes de la lutte et des attaques sauvages de la MTI contre la Coordination: la MTI a refusé son soutien aux travailleurs à Ivry sous prétexte qu'ils avaient déclenché la lutte sans la prévenir et les accusés d'être manipulés; elle s'est heurté

(Suite page 2)

### L'IMPERIALISME FRANCAIS EN ALGERIE

## Mariage bourgeois sur le dos des travailleurs algériens

«Quoi de plus complémentaire qu'un pays exportateur d'énergie et un grand pays industriel tous deux riverains de la Méditerranée?», cette question-réponse que nous empruntons au *Nouvel Economiste* du 30/11/1981 permet de situer dans ses véritables dimensions le rapprochement actuel entre l'impérialisme français et la bourgeoisie algérienne. D'autant plus que la nouvelle politique étrangère de la France social-impérialiste avait bien besoin du label de l'Algérie qui jouit d'un certain prestige parmi les «non-alignés».

Il faut dire que l'impérialisme français a tenu à marquer le coup au bon moment. Depuis l'accession de Chadli au pouvoir, la bourgeoisie algérienne n'a pas cessé de se «recentrer». L'acuité avec laquelle se posent les questions sociales (ravitailllement, logement, chômage des jeunes, transports) l'a amenée à réviser, au moins partiellement, les orientations du régime précédent. Sur le plan économique, la stratégie fort coûteuse de l'«industrie industrialisante» chère à Boumediène a été mise en veilleuse, au profit d'une politique économique axée sur la rentabilisation des investissements engagés et plus tournée vers les secteurs sociaux comme l'habitat. L'Algérie attend donc de la France une contribution de taille pour la

résolution des problèmes que vivent quotidiennement les masses citadines: biens de consommation, logements, mise sur pied d'un métro à Alger, étant admis que la stabilité du régime algérien est à ce prix.

Sur le plan politique, tout en glissant discrètement sur le ralliement de Paris aux accords de Camp David, l'Algérie a émis des réserves sur le plan Fahd sans pour autant le rejeter. Dans l'affaire tchadienne, l'Algérie a bien demandé le retrait des troupes lybiennes au risque de refroidir ses relations avec Tripoli. D'où le commentaire du *Nouvel Economiste*: «Paris est décidé à appuyer à fond l'équipe Chadli; son centrisme à mi-chemin du progressisme pro-soviétique de Boumediène et de l'intégrisme musulman rassure».

Cependant, les difficultés internes de l'Algérie ne constituent pas uniquement un atout pour l'impérialisme français. La médaille a son revers. Dans l'espoir d'éviter de s'attirer les foudres des masses, la bourgeoisie algérienne demande à la fois le doublement du prix du gaz et son indexation sur celui du pétrole brut. Le prix du gaz a toujours été indexé sur un cocktail de produits pétroliers (fuel domestique, GPL, brut, etc.). L'Algérie a

(Suite page 4)

### PROJET AUROUX

## Droits nouveaux? Nouveaux amortisseurs!

En Allemagne Fédérale, des commissions ouvrières participent directement à la gestion des entreprises : en échange, les syndicats se sont engagés à ne pas déclencher de grève sans un vote dans les formes et à la majorité des deux tiers des ouvriers. Au Danemark, en Suisse, des pactes de paix sociale limitent en principe la grève à de courtes périodes précédant le renouvellement des conventions collectives. En Italie, un système analogue, bien que moins contraignant, incite les ouvriers à différer leurs mouvements jusqu'à la période de signature des contrats par branches (tous les deux ou trois ans).

Le patronat français se fait entendre surtout pour refuser toute atteinte à sa monarchie dans l'entreprise et toute ingérence des syndicats, surtout dans les petites entreprises. Mais sa fraction la plus moderne et la plus consciente des intérêts d'ensemble de sa classe se rend bien compte depuis longtemps des risques d'explosion sociale que peut attiser une attitude trop brutale, du danger que représente le recours à l'Etat faute de jalons intermédiaires. Cette crainte est avivée par l'actuel mouvement de désyndicalisation, qui laisse de plus en plus de travailleurs hors contrôle. L'arsenal législatif existe : lois sur l'arbitrage du début du siècle (œuvre des socialistes ministériels, Millerand et Viviani), lois sur les conventions collectives du Front Populaire; mais il reste encore souvent une coquille vide, sans les habitudes sociales correspondantes. Aussi le projet de loi Auroux, qui doit être présenté au Conseil des ministres

le 16 décembre, veut-il essayer de le compléter par de nouvelles mesures.

On a rogné dans le projet tout ce qui pouvait vraiment chagriner les patrons : la limitation véritable de l'intérim (il reviendra seulement un peu plus cher), et le veto du Comité d'Entreprise sur les licenciements : la «consultation» du CE, elle, était déjà dans la loi de 1945 ! Les «libertés» publiques (concrètement, le règlement intérieur de l'entreprise) devront «s'exercer dans les limites compatibles avec les contraintes de la production», notion extensible ! Les seuils pour les organes de représentation des travailleurs n'ont pas été modifiés : soulagement pour les petites entreprises...

Reste donc la phraséologie sur la «communauté de travail» et la participation, très inspirée par la CFDT. Et l'obligation de négocier annuellement le temps de travail et les salaires. Il s'agit, en s'inspirant des modèles européens voisins, d'une part de raisonner les petits patrons dont l'entêtement risque de provoquer des étincelles dangereuses pour tous; d'autre part et surtout, de freiner les mouvements des salariés en faisant miroiter un accord prochain, et en invoquant le consensus.

C'est d'abord la bonzerie syndicale qui sera ainsi consacrée comme interlocuteur. Mais, ne sachant pas très bien d'où peut venir la tempête, le ministre et le gouvernement insistent sur la pluralité des voies possibles, avec le projet des conseils d'ateliers, voués à récu-

(Suite page 2)

### DANS CE NUMERO:

- Politique des blocs ou front de classe
- Militarisme français: pas de changement
- Correspondances: Autain à Lille, PTT
- Vie du Parti: Réunion générale sur la jeunesse

## Militarisme français: pas de changement

Le nouveau gouvernement continue à appliquer la loi d'orientation militaire de 1976-1981 qui prévoyait l'augmentation régulière de la part du budget militaire.

Sur le plan nucléaire, Mitterrand vient de décider le remplacement du missile Pluton par un nouveau baptisé Hadès, qui sera plus puissant, plus précis que l'actuel et d'une portée double (250 km). Il a également décidé la création d'un 7<sup>e</sup> sous-marin nucléaire, hier réclamé à cor et à cri par les gaullistes. Et, s'étant ému de la vulnérabilité du plateau d'Albion, il vient de confirmer la décision de Giscard de construire un engin balistique sol-sol mobile, monté sur camion, qui exposera ainsi successivement toutes les régions du pays au feu nucléaire de l'adversaire... Quant à la bombe N, les études se poursuivent, et il y a bon espoir, merci!

La recherche militaire se porte donc bien. Elle n'engloutit rien moins que 20% des crédits de recherche du pays et 60% du financement public de la recherche. Autant dire que le militarisme est un «moteur de la croissance».

Ceci ressort d'ailleurs du discours de Jean-Pierre Cot à l'Institut de Recherche des Nations-Unies sur le Désarmement à Genève. Il a naturellement confirmé le «soutien de principe» du gouvernement socialiste à toute initiative de désarmement. Mais il s'est aussi appliqué «à justifier la politique française d'exportation d'armes, puisque la capacité de production dans ce domaine est de l'ordre du double des besoins nationaux : souci de sécurité et d'indépendance dans les relations Est-Ouest, nécessité d'assurer les moyens de la défense nationale, à un coût accessible, qui impliquent d'assez lon-

gues séries de fabrication, impératif d'équilibrer le commerce extérieur, etc.».

Bref, l'indépendance nationale, fondée sur l'oppression de l'Afrique, l'abaissement de l'Allemagne et le marchandage avec les supergrands, exige, et la crise capitaliste nécessite, un effort d'armement toujours plus grand. Et les beaux discours sur le désarmement et la paix ne sont justement, devant les lois du capitalisme, que des discours...

Et *Le Monde*, qui n'a pas la réputation d'être trop critique vis-à-vis du gouvernement, ajoute, dans le numéro du 1/12/1981: «Plus encore que le soutien aux efforts de désarmement, ressort le grand soin apporté par l'équipe gouvernementale française à ne pas compromettre les marchés militaires existant à l'étranger, faute de ressources de remplacement».

## Gendarmes européens dans le Sinaï

Enfin, après de nombreuses difficultés, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la France participeront avec les Etats-Unis et d'autres pays à la soi-disant «force de paix» qui s'interposera entre Egyptiens et Israéliens lors de l'évacuation du Sinaï par ces derniers.

Rappelons-nous que la France participe déjà à une force de casques bleus au Liban, dont le but est de servir de tampon entre Israël et Palestiniens. Cela n'a pas empêché l'Etat pied-noir d'Israël d'attaquer plusieurs fois des villes libanaises, mais a contribué à désarmer les Palestiniens du Sud-Liban.

L'union des prolétaires d'Europe, d'Amérique et du Moyen-Orient exige la lutte ici contre ces troupes de police impérialistes!

## Ils parlent de désarmement...

(Suite de la page 1)

conséquent que même au cas où les négociations réussiraient, leur résultat apporterait bien peu de soulagement aux populations européennes menacées d'holocauste.

Cependant, même dans cette hypothèse, le stock d'engins de mort ne diminuerait pas. Les SS-20 se déplaceraient vraisemblablement à l'Est de l'Oural et se mettraient à menacer les populations de la Chine et du Moyen-Orient. Quant aux Pershing-II et aux Cruises, il est peu probable que la fabrication en soit arrêtée, car les USA manquent précisément de missiles à moyenne portée. Ceci est surtout vrai pour les Cruises, qui sont très maniables et peuvent avoir de nombreux usages tactiques, au point que 900 sont actuellement en cours de fabrication et qu'on en prévoit des milliers.

A côté de cela, l'administration Reagan vient de lancer un vaste programme de construction de missiles pour sous-marins (300 Trident viennent d'être commandés) et de super-missiles intercontinentaux MX, contenant chacun 14 têtes nucléaires indépendantes (200 sont en cours de fabrication). Cela multiplierait considérablement la puis-

sance de feu américaine. Mais il y a de bonnes chances pour que les Russes fassent de même! On voit que les euromissiles ne sont que des brouillies dans l'armement général.

Cela dit, des marchandages sur la limitation réciproque des installations sont toujours possibles. En 1962, les Russes ont ôté leurs fusées de Cuba et les Américains ont réduit les leurs en Turquie. Et le fait que la décision américaine d'installer les Pershing et les Cruises ait été prise fin 1979, en même temps que l'annonce de l'ouverture fin 1981 de la négociation actuelle, semble montrer qu'il s'agit pour eux, en plus d'une bonne affaire pour le «complexe militaro-industriel» et de la fabrication d'instruments militaires importants, d'une monnaie d'échange contre les Russes, mais aussi contre les Européens: on vous protège contre les Russes, mais il faut des contreparties!

Dans ce jeu, le militarisme français s'est révélé peu sensible à la vague pacifiste qui vient de déferler sur l'Europe. C'est que le PS attend du chantage américain une diminution du feu russe tout en affirmant que la force de frappe française «ne saurait être l'objet de négociations». En revanche Mitterrand propose, sous les applaudissements du PC, l'ou-

verture à Paris d'une conférence sur la limitation des armements conventionnels en Europe: c'est l'Allemagne qui doit être contente! De plus la peur de la guerre a servi à la gauche pour dénoncer l'armement des grands en passant sous silence les efforts soutenus du militarisme français...

Quelle que soit donc l'ampleur de la limitation des armements stratégiques en Europe, qui sera nécessairement marginale, la négociation présente toujours cet intérêt de tromper les foules et de chercher à rejeter sur les autres la responsabilité de la course aux armements qui continue de plus belle!

Et pourquoi cela? Parce que le militarisme est inséparable du capitalisme, parce qu'il est le mode d'existence même de l'impérialisme.

### REUNION PUBLIQUE

#### A PARIS

Vendredi 18.12, à 20h30, à l'AGECA, 177 rue de Charonne  
Métro A. Dumas

### PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

La course aux armements répond à la violence des contradictions impérialistes que la crise mondiale déchaîne. Dans le monde capitaliste redevenu trop petit pour trop d'Etats capitalistes, la puissance américaine est désormais menacée par la concurrence économique de l'Europe et du Japon, mais aussi par la concurrence militaire de la Russie.

Cette dernière ne fait le poids face à son puissant rival que grâce à un militarisme plus grand encore par rapport à sa puissance économique, un militarisme qui augmente et aggrave par conséquent ses appétits impérialistes.

L'Europe est l'enjeu principal et le théâtre principal de cette rivalité. Cela ne l'empêche pas d'être elle-même impérialiste, de vivre sur des zones d'influences propres et de s'armer pour les défendre ainsi que pour marchander au mieux et si possible en temps opportun sa capitulation inévitable devant l'un ou l'autre super-impérialisme.

La seule issue pour sortir de cette course infernale et des collisions qu'elle prépare est d'organiser, à partir des réactions à la crise et aux préparatifs de guerre, les rangs du prolétariat international, c'est-à-dire la seule force qui est capable, par l'insurrection, la guerre civile et la guerre révolutionnaire internationale, d'en finir avec l'impérialisme et donc avec la cause des guerres.

## Défendre une position de lutte!

(Suite de la page 1)

aux grévistes de Bastille en dénonçant leur revendication du contrat de travail, qui était pourtant le point de départ de leur lutte; elle n'a cessé de dénoncer la Coordination au nom du soi-disant principe de l'organisation par nationalité dans... la MTI!

La force des travailleurs ne provient pas seulement de l'affirmation de revendications générales aussi justes soient-elles, comme la régularisation sans condition. Elle vient de la lutte commune pour ces revendications, qui cimenter la solidarité entre les travailleurs, éveillent chez eux le sentiment qu'ils constituent une force et fait naître l'espoir d'une vie meilleure.

Or ce résultat ne peut être atteint que par la lutte directe, qui n'hésite pas devant l'utilisation de la grève, de l'occupation effective, de l'autodéfense pour créer un rapport de force utile aux travailleurs en tenant compte de leur état d'esprit. Il ne peut être atteint que par la lutte d'un nombre, même réduit de travailleurs, pourvu qu'elle prenne appui sur des intérêts immédiats bien compris, défendus avec méthode et énergie, et qui arrivent, grâce à un travail bien conçu, à la conscience que leurs revendications et leurs méthodes ne sont pas locales ni catégorielles ni particulières, mais générales et susceptibles d'être reprises par leurs frères de classe, bref une lutte qui n'hésite pas à faire ressortir son caractère classiste.

L'unité ne saurait donc être conçue uniquement sur la base d'une revendication juste en passant sous silence, comme le fait Combat Communiste, la question délicate des méthodes de lutte et d'organisation.

Ce résultat ne peut donc pas être atteint par la recherche d'un appui formel d'organisations qui peuvent bien admettre la revendication de la régularisation sans condition mais demandent à la lutte de renoncer à ses méthodes, son orientation, son indépendance, bref ce qui fait sa force. Le seul résultat de cette méthode conduit comme l'a démontré la lutte des foyers à redorer le blason de ces organisations vis-à-vis des travailleurs qu'elles influencent, c'est-à-dire à les tromper tout en paralysant la lutte et l'empêchant de sortir de son ghetto.

Que dire alors des forces qui, sous prétexte d'unité, ne proposent pas une tactique intelligente pour démontrer aux travailleurs le jeu de l'appareil de la CFDT, mais sèment l'illusion qu'elle peut aider la lutte, dont elle condamne non seulement l'orientation et les méthodes, mais encore les revendications, puisqu'elle défend la politique gouvernementale!

Si l'idée que les travailleurs ne peuvent compter sur leurs propres forces a un sens, celui-ci réside dans la nécessité d'en finir avec la politique démoralisante et néfaste qui pousse les travailleurs à courir perpétuellement après des forces équivoques ou des fantômes au lieu de songer à défendre ses côtés forts et à la renforcer. Surtout au moment critique où la lutte est condamnée à passer au plan des revendications plus générales et est donc confrontée à une pression accrue non seulement du réformisme gouvernemental mais de toutes les forces centristes et suivistes.

Chaque lutte a naturellement ses limites et il serait stupide de prétendre lui faire faire plus qu'elle ne peut donner. Mais même modeste, la lutte est féconde si elle est bien orientée, car elle trace une voie pour toute la classe.

## Droits nouveaux?

(Suite de la page 1)

pérer à la fois les expériences de consultation des travailleurs sur les questions industrielles, et d'éventuelles poussées de la base. Mais les derniers essais de lancement des conseils, à Renault-Sandouville, ne promettent pas le succès à cet amortisseur new-look!

La logique du capitalisme en crise, actuellement, c'est au contraire de rogner les droits réels des travailleurs, les limitations que le

patronat a dû consentir à leur exploitation: la loi des 40 heures est tournée par les accords actuels, le veto sur le travail du week-end annulé à la Caisse d'Epargne, etc. Les «droits nouveaux» style Auroux essaient d'engluier la réaction des travailleurs dans des formes contrôlables.

La défense des conditions de vie et de lutte des prolétaires exige la lutte indépendante de classe.

### Correspondances

#### ■ Autain bien accueilli à Lille

Autain, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, est venu à Lille le 19 novembre. L'objet de sa visite était d'examiner avec la Préfecture les maigres résultats de la procédure de «régularisation» des sans-papiers. C'est ainsi qu'il dut constater le peu d'enthousiasme de ceux-ci: seulement 600 récépissés avaient été délivrés dans le Nord et même pas une centaine dans le Pas-de-Calais. Même par rapport aux chiffres nationaux (60.000) le compte n'y était pas!

Dans la soirée, Autain était l'invité de la LICRA pour une «Conférence» sur la nouvelle politique de l'immigration. Outre le parterre habituel (députés, Consul d'Algérie, représentants de la Mairie, etc.), la salle était partiellement remplie d'étudiants étrangers, de militants des radios-libres, etc., et bien sûr de quelques dizaines de flics.

Si Autain a pu tenir son discours, désormais habituel, sur le racisme du gouvernement précédent et l'antiracisme du gouvernement actuel, il n'a pas réussi à maîtriser le débat. En effet, les militants n'étaient pas venus pour l'écouter poliment mais bien pour lui lancer à la figure quelques vérités élémentaires. C'est ainsi qu'Autain fut d'emblée assailli de «questions» sous forme de réquisitoire contre les conditions mises à la régularisation, les contrôles racistes aux frontières, l'obligation pour les jeunes Algériens de prendre la nationalité française, etc. Mieux, la détermination de quelques militants ne manqua pas de sus-

citer une foule de questions bien réelles (sur le nombre d'immigrés dans les classes, les conditions mises au mariage des étrangers, etc.). Le secrétaire d'Etat fut si réellement «perturbé» qu'il finit par lâcher quelques perles du genre: «Bien sûr, si un clandestin se marie avec une française, il est régularisé d'office... mais non au concubinage [...] Moi je connais que 60.000 immigrés clandestins, je n'ai jamais parlé de 300.000 [...], je ne sais pas où Le Matin prend ses informations». Bref, les 2 à 300.000 clandestins qui ne seront pas régularisés au 1<sup>er</sup> janvier 1982, n'existeront pas pour le gouvernement, à moins qu'il ne possède leur adresse, auquel cas ils seront «invités» à quitter la France «dans un délai raisonnable»... Dans un dernier lapsus Autain parla de «pollution immigrée»: il fallait comprendre «population immigrée»!

A la sortie, il dut passer devant une grande banderole réclamant «la régularisation sans condition de tous les sans-papiers», alors qu'un tract court expliquait «qu'à Lille, comme à Paris, il trouverait face à lui les travailleurs en lutte». Ce tract et cette action avaient été décidés à la suite d'une réunion organisée quelques jours auparavant à Roubaix par le «groupe jeunes Français-immigrés» qui avait regroupé quelques dizaines de travailleurs sans-papiers.

Face aux problèmes réels, la démagogie ne fait pas le poids!

#### ■ Résistance encourageante aux PTT

Comme dans de nombreux services publics, ça commence à bouger aux PTT.

Il faut dire que la liste des revendications non satisfaites, des promesses non tenues, des mesures de pure démagogie, commence à s'impatienter de nombreux travailleurs. Le mécontentement se concentre essentiellement sur les points suivants:

1) **Défense du salaire**, la CGT et FO ayant signé avec Le Pors un accord purement «barrique», qui n'octroie qu'un «strict maintien du pouvoir d'achat», et une prime pour les bas salaires versée uniquement en octobre;

2) **Le temps de travail**: le ministère n'a accordé qu'une réduction à 39 heures de la durée maximale du travail hebdomadaire, et à 38 heures en juillet 1982. Cette réduction n'a aucun effet sur les postes les plus durs, comme le tri de nuit, où les travailleurs sont déjà à 35 heures et réclament en vain les 30 heures. De plus, la réduction d'horaire se traduira sans doute seulement par un petit accroissement des heures supplémentaires payées, vu le troisième point litigieux:

(Suite page 4)

## ACCORDS AVEC D'AUTRES PARTIS

## Politique des blocs ou front de classe

C'est tout à fait à tort qu'on prête au communisme révolutionnaire la position «puriste» selon laquelle il rejeterait *a priori* toute éventualité d'actions communes avec d'autres organisations. Cela n'a jamais été la position de la Gauche communiste dans le PC d'Italie et dans l'Internationale. Et cela n'est pas la nôtre aujourd'hui, dans des conditions historiques pourtant entièrement différentes.

Commençons par rappeler brièvement la position théorique du marxisme sur ce point, avant d'examiner dans les articles suivants notre attitude pratique en liaison avec la situation présente.

## Une condition de la victoire: le parti dirige seul la révolution

La politique des blocs, c'est-à-dire la politique d'alliances ou de coalitions sur des objectifs programmatiques généraux, est une attitude profondément étrangère au marxisme.

L'explication théorique de cette position est simple. Les communistes se fixent pour objectif de construire le parti qui donne à la classe son unité de but, de volonté et de mouvement, l'organe unitaire de la lutte révolutionnaire ne peut donc être qu'unique.

Mais cette conception n'est pas une illumination sortie du cerveau génial d'un quelconque prophète: elle est une **conception théorique**, et, comme telle vérifiable par l'expérience historique. La classe ouvrière a d'ailleurs déjà payé très cher cette conquête.

La leçon fondamentale tirée par Marx et Engels de la Commune de Paris est qu'il fallait à la classe ouvrière **un parti pour réunir toutes les forces de la classe en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque**. C'est sur l'assimilation de cet enseignement que s'est constitué le parti bolchévik, dont s'est servi la classe ouvrière russe pour s'emparer du pouvoir en Octobre et pour le conserver neuf années.

Sans revenir ici sur une explication de la défaite que nous avons maintes fois donnée par ailleurs, nous pensons que la victoire du stalinisme et la contre-révolution ne remettent pas en cause l'exigence du parti unique de la révolution. Le contre-exemple est celui de la Commune de Budapest en 1919: socialistes et communistes ont pris le pouvoir ensemble, en fusionnant après s'être séparés, mais la tentative héroïque du prolétariat hongrois a brutalement avorté dès que cette union, construite sur un véritable fossé programmatique entre ses composantes, a volé en éclats.

L'argument selon lequel il faudrait élargir le parti, ou pire le constituer, sur la base d'un compromis entre plusieurs courants afin de «faire nombre» et de conquérir une plus forte influence immédiate cache, surtout si le temps presse, le pire danger. Car le gage de la capacité d'un parti à remplir correctement sa fonction à l'heure des grands affrontements révolutionnaires réside dans son aptitude à s'être donné un **noyau dur** parfaitement homogène. Cela suppose une théorie sûre et des principes éprou-

vés, et une action continue sur ces bases, qui permette d'acquérir une forte expérience révolutionnaire, de définir rapidement la bonne ligne d'action politique et d'entraîner les masses ouvrières.

Que le parti communiste agrège à lui, dans son travail d'unification révolutionnaire de la classe, non seulement des individus mais aussi des groupes de prolétaires, déjà parvenus à travers la lutte à certaines conclusions partielles du marxisme, est une éventualité probable, mais la condition de ce succès de cette agrégation est qu'elle se fasse sur le programme intégral du marxisme, et que l'organisme du parti soit suffisamment solide pour que de tels groupes s'y dissolvent entièrement en dépassant leurs conceptions et habitudes propres.

## Pour un front de classe prolétarien

Cette perspective historique tracée, les communistes sont parfaitement convaincus qu'ils ne parviendront pas à réaliser l'unité révolutionnaire de la classe par la seule propagande pour les buts communistes.

Cette propagande, indispensable en toute situation, perdrait l'essentiel de son efficacité si le parti ne cherchait, en même temps qu'il la développe, à participer aux luttes ouvrières pour éveiller le sentiment de classe des prolétaires et concourir à leur organisation, bref à travailler le terrain qui favorise la germination de la semence communiste.

Son objectif est, dans ce travail,

**d'unifier les rangs ouvriers** à partir des poussées les plus élémentaires de lutte. Le matérialisme dialectique enseigne en effet que ce sont **les besoins matériels** et non les idées qui sont le moteur de la lutte des classes. Et c'est sur ces besoins-là que le parti communiste doit s'appuyer pour aider la classe à dépasser les idéologies et les programmes insuffisants, en combattant les partis qui les défendent et les expriment.

Cette perspective, qui découle strictement de la méthode marxiste et ne peut être enfermée dans aucune situation particulière, est celle qui a été traduite dans l'Internationale de Lénine en une tactique qui a pris le nom de «front unique». Nous préférons, nous, parler aujourd'hui de **front de classe**. Tout d'abord pour éviter toute transposition mécanique de l'application qui a été faite de cette méthode dans les années vingt. Mais aussi et surtout pour éviter la confusion provoquée par les falsifications opportunistes de cette méthode, qui la font confondre avec la politique des blocs.

Il est clair que le parti ne trouve pas sur le terrain de la lutte immédiate un prolétariat «politiquement vierge». Tout d'abord, en effet les couches les plus vastes de la classe sont directement influencées par la classe ennemie. Ensuite et surtout les prolétaires qui se portent à l'avant-garde des luttes et organisent leurs camarades ont besoin pour ce faire d'une vision politique qui réponde à l'exigence ressentie de passer sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme, ne

serait-ce, au départ, que pour mieux mener la lutte en cours.

Le parti communiste est donc amené à côtoyer dans son action quantité de partis, groupes et courants prolétaires ayant leur programme et leur trajectoire politique propre, mais dont l'action dans la lutte immédiate peut être parallèle ou même converger **dans certaines limites** et jusqu'à un certain point avec celles du parti.

S'il s'avère possible et même parfois souhaitable de **frapper ensemble** à un certain moment pour répondre à des exigences de la lutte prolétarienne, il serait vraiment miraculeux que l'efficacité de l'action commune résulte d'une coïncidence purement fortuite dans l'alignement des diverses forces impliquées.

Le besoin de travailler à la constitution d'un front de classe peut donc entraîner des **accords techniques**, limités et ponctuels **dans l'action**, mais de tels accords ne sont pas particuliers à ce secteur d'activité: on peut en envisager par exemple sur le terrain de la protection des organisations révolutionnaires contre la police.

Il peut y avoir également des **accords de lutte plus vastes, des accords sur une plateforme de revendications concrètes** susceptibles d'intéresser l'ensemble de la classe prolétarienne par delà les barrières d'adhésion syndicale, politique ou religieuse, accords qui définissent en même temps la méthode pour atteindre ces objectifs nécessairement limités.

Naturellement, les **limites** dans

(Suite page 4)

## Vie du Parti

## Réunion générale: rapport sur le développement du Parti

Deux rapports ont été présentés à la réunion générale du Parti qui s'est tenue récemment. L'un portait sur le travail dans la jeunesse et développait aussi bien les analyses générales du marxisme sur cette question que l'étude des conditions actuelles et des problèmes qu'elles posent. Un résumé de ce rapport sera publié prochainement.

L'autre rapport exposait les efforts faits par le Parti pour préciser et accomplir l'ensemble de ses tâches, et les difficultés auxquelles nous nous heurtons. Il évitait aussi bien les attitudes triomphalistes que les lamentations sur les occasions soi-disant manquées.

Dans la première phase de l'existence de notre Parti, son activité était centrée autour de sa stricte définition et délimitation théorique, programmatique et tactique, et de l'interprétation des grands événements de l'histoire contemporaine, en particulier la contre-révolution en Russie et dans le monde, la trajectoire politique de l'IC et du mouvement communiste en général. En effet, la constitution d'un parti révolutionnaire est liée aussi bien à la revendication de l'ensemble des positions communistes qu'à la capacité de faire le bilan de l'histoire du mouvement communiste dans la période précédente, d'en tirer les leçons pour l'avenir de façon plus nette et tranchée pour éviter les erreurs et insuffisances mises en évidence par la défaite.

Ce bilan est essentiellement théorique, en ce sens qu'il est fait indépendamment de la possibilité de

transformer ses indications en directives d'action immédiate pour le prolétariat. Il constitue, à l'inverse, une prémisses indispensable de cette possibilité, qui dépend par ailleurs de la situation objective.

Au cours d'une histoire marquée par le déploiement des contradictions et antagonismes de la société capitaliste, poussant objectivement à la reprise de classe, et par l'accroissement des capacités d'intervention du Parti, il s'agissait ensuite d'appliquer notre théorie et ce bilan à l'étude précise et détaillée des faits sociaux, des luttes de classe et des forces politiques agissantes, pour orienter et développer l'action du Parti dans tous les secteurs.

Le rapport a illustré les difficultés que nous avons rencontrées dans cet effort, en examinant l'activité effectivement développée au cours des années écoulées par le Parti dans divers domaines, en particulier dans le domaine syndical. Il a montré que l'incapacité ou la difficulté à faire une analyse précise des situations et de leurs aspects spécifiques nous a conduits parfois à y plaquer des réponses correspondant à des situations différentes, ou à donner des réponses «justes» dans l'absolu, mais inopérantes parce que trop générale ou déphasées.

Il a montré que cette faiblesse n'est pas due à tel ou tel individu, qu'il soit sorti de l'organisation ou y soit resté, mais bien à la faiblesse générale du mouvement prolétarien. Elle fait partie de notre histoire, qu'il faut examiner avec un regard critique et impartial pour en

tirer les leçons, et reflète aussi l'abîme qui sépare encore le mouvement social immédiat des positions révolutionnaires. Cette situation, et les difficultés que nous avons pour y intervenir efficacement, favorisent la fuite dans deux positions également erronées:

— la tendance à se contenter de l'analyse générale d'une situation encore contre-révolutionnaire sans voir les «brèches» qui s'ouvrent et les tâches spécifiques qui en découlent, ce qui conduit finalement à «exiger» du mouvement «objectif» plus qu'il ne peut donner même dans les grands moments de grande tension;

— la tendance opposée qui, à chaque rupture dans la collaboration de classe, à chaque mouvement social un peu ample, «sonne la charge» et se jette dans l'action sans faire une analyse objective des faits et des classes en mouvement, et sans pouvoir donc y apporter autre chose que des réponses trop générales.

Ces deux tendances ne se sont

jamais manifestées en notre sein de façon «pure» mais, en général, se sont contrebalancées et neutralisées réciproquement. Il faut évidemment les combattre, sans les lier à des individus, mais cela ne suffit pas. Nous ne pourrions les éliminer véritablement que dans la mesure où nous parviendrions à surmonter notre «point faible». Il faut tirer de l'application rigoureuse de notre théorie et d'un examen objectif des contradictions sociales et des forces politiques en présence une orientation correcte de l'activité du Parti, pour limitée qu'elle soit. Sans «innover», nous devons préciser comment les principes et les directives permanentes de la tradition communiste s'appliquent aujourd'hui, pour devenir capables de développer toutes les tâches du Parti dans la perspective de la reconstitution du mouvement de classe.

Le texte complet du rapport sera publié ultérieurement dans notre presse.

## Nouvelles publications

## Kommunistikò Prògramma

Le numéro 6 de **Kommunistikò Prògramma**, notre revue en grec, est paru. En plus du **Manifeste du PCI (1981)**, il comprend un article sur la situation en Grèce après les élections et nos tâches (**Le «changement» et les révolutionnaires**), un article sur la **Pologne: point névralgique de l'impérialisme mondial**, ainsi qu'un article sur **les devoirs multiples et indivisibles du Parti**.

## Partij en klasse

La brochure n° 1 des Textes du Parti Communiste International en néerlandais vient de paraître. Au sommaire: Les **Thèses** de l'IC de 1920 sur le rôle du Parti Communiste, nos textes de 1921: **Parti et Classe** et **Parti et action de classe**,

et de 1922 **Le principe démocratique, Dictature prolétarienne et parti de classe**, et **Ce qu'est et ce que veut le Parti Communiste International**.

## El-Oumami

**El-Oumami** est devenu mensuel. Le n° 20 (décembre 1981) comprend un éditorial sur **le besoin urgent du parti d'avant-garde révolutionnaire**. Les articles portent sur la répression en Algérie, l'égalité des droits pour les femmes, **l'intervention des communistes dans les luttes**, l'immigration (**Les problèmes de la lutte des sans-papiers et Non au changement de la nationalité**), la faim dans le monde et les luttes ouvrières dans les pays de l'Est, sans compter plusieurs notes sur les luttes en Algérie.

## CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

## Programme Communiste

Le numéro 87 va paraître prochainement

## Au sommaire

- Les menaces de guerre et la lutte de classe convergent vers l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'IC. 2<sup>e</sup> partie: le PCF.
- Après la mort de Sadate.
- A propos de la «révolution» sandiniste.

LISEZ  
ET DIFFUSEZ  
EL-OUMAMI

ABONNEZ-VOUS  
A LA PRESSE  
COMMUNISTE

Soutenez le développement  
international de la presse  
du parti!  
SOUSCRIVEZ!

Nous signalons à nos lecteurs parisiens que notre presse est en vente notamment dans les librairies suivantes:  
Imedyzen: 11, rue de Lesdiguières. Paris 4<sup>e</sup>  
L'Harmattan: 26, rue des Ecoles. Paris 5<sup>e</sup>  
Sello: 87, Fg St-Denis Paris 10<sup>e</sup>



## Jaruzelski durcit le ton

Tandis que le cardinal Glemp et Walesa demandent aux ouvriers de taire leurs revendications pressantes pour faciliter l'accord tripartite avec Jaruzelski, voici que ce dernier concocte la liquidation du droit de grève et la revendication des pleins pouvoirs, pour mettre au pas les ouvriers ainsi que les tendances politiques opposées à la clique au pouvoir et à ses amis russes.

Il y a donc dans l'air une préparation de grève générale. Walesa voudrait qu'on attende que Jaruzelski ait déjà pris les pleins pouvoirs pour la déclencher, ce qui est la meilleure manière de lui faciliter la tâche en rendant la grève extrêmement difficile.

Pour que la lutte soit efficace, il faut que les travailleurs la mènent sur leurs buts propres, leur orientation propre, qui n'attend aucune aide de l'opposition religieuse, démocratique et nationaliste. C'est à cette perspective qu'il faut travailler.

### REUNIONS PUBLIQUES

**A STRASBOURG:** Vendredi 11 décembre 20h30. A.U.P. 7, av. de la Forêt noire.  
**Iran: les fruits amers de la révolution islamique**

**A ROUEN:** Le vendredi 18 décembre, à 20h30, à la Halle aux Toiles.

**A LILLE:** Le samedi 19.12. à 15 h M.N.E., 23, rue Gosselet.

Le gouvernement de gauche contre les luttes ouvrières.

### souscription permanente

LISTE N° 19

Lyon: 120 F; Rouen: 230 F; Strasbourg: 360 F; Lille: 1000 F.

"SOLIDARITE ALGERIE": Lyon: 373 F; Valence: 300 F; Lille: 190 F.

Total ..... 2.573 F  
Total précédent ..... 118.955 F  
Total général ..... 121.528 F

Correspondance pour la Belgique:  
J.A. BP 199  
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse  
Editions Programme, 12 rue du Pont  
1003 Lausanne

Correspondance abonnement:  
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:  
Chèque bancaire à l'ordre de Saro  
ou chèque postal à l'ordre du  
«Prolétaire»

### programme communiste

Abonnements:  
1 an: 60 F, 6 mois: 30 F  
pli fermé: 90 F et 45 F  
Abonnements de soutien:  
à partir de 100 F

Directeur-gérant SARO  
Imprimerie «Editions Polyglottes»  
232, rue de Charanton - 75012 Paris  
Distribué par les NMPP  
N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse 52926

# L'impérialisme français en Algérie

(Suite de la page 1)

demandé que soit revue au moins la part du pétrole brut dans ce panier, d'autant plus que l'effondrement de la demande pétrolière étrangère a obligé la Sonatrach (la compagnie pétrolière algérienne) à réduire sa production de près de 40% par rapport à l'année dernière et à réduire ses prix de 2,5 dollars par baril, ce qui va faire descendre pour cette année les recettes pétrolières algériennes de 10,6 à 8 milliards de dollars.

La prétendue revalorisation du dialogue Nord-Sud qui constitue un des piliers de la politique étrangère social-impérialiste, n'a pas empêché Mitterrand de rester ferme sur cette question. Les intérêts bien solides de l'impérialisme français ont eu raison de la phrase «tiers-mondiste», hypocrite et mensongère. Officiellement, la France a évoqué le souci de ne pas casser le «front des consommateurs» européens pour justifier son opposition intransigeante à la demande algérienne. La question du gaz constituera donc pour l'impérialisme français un instrument de pression et de chantage efficace dans ses marchandages avec la bourgeoisie algérienne. C'est là un bel «exemple des nouveaux rapports égalitaires que nous entendons établir entre le Nord et le Sud» (Mitterrand)!

En effet, tout en ne manquant pas de fustiger «l'égoïsme des grands», Mitterrand avait déclaré: «Nous souhaitons aboutir, mais l'Algérie doit tenir compte d'un certain nombre de données internationales...» (Le Monde du 1/10/1981). Et comme on sait, la première des données

internationales s'appelle: rapport des forces, lequel détermine cette seconde donnée qui s'appelle: donnant-donnant... au profit des plus grands. C'est ainsi qu'Alger a proposé de troquer l'acceptation par la France de l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole brut contre une promesse de compensation en commandes de matériel à des fournisseurs français. Les représentants de l'impérialisme français n'ont pas marché. Pourtant le marché algérien (le 5<sup>e</sup> dans l'OPEP en importance) est alléchant. En partant de l'idée que si elle se réalise, l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole sera définitive, alors que la compensation en commandes de matériel risque d'être révoquée pour des raisons politiques, étant donné que le commerce extérieur algérien, monopole d'Etat, se trouve sous le contrôle absolu du gouvernement, les représentants de l'impérialisme français ont voulu tout soumettre à un assainissement préalable du climat politique qui règne entre les deux pays.

C'est là le véritable sens de l'apparent désintérêt de Mitterrand pour les questions économiques que certains observateurs ont décrit par cette expression: «L'économie suivra!» pour faire le parallèle avec De Gaulle qui disait, lui: «L'intendance suivra». Mitterrand est d'autant plus à l'aise avec son air néo-gaullien que l'explication des choses n'est pas très difficile: «L'Algérie a besoin de trouver des équilibres avec ses partenaires. Il faut travailler à moyen terme, en finir avec le coup par coup» déclarait Paul

Berliet, président du Comité algérien du CNPF et vieux partisan d'une coopération étroite entre les deux pays. Mitterrand est donc allé en Algérie pour défendre avant tout une politique économique qui se veut «à moyen terme», c'est-à-dire plus solidement impérialiste.

Déjà pour son usine de Rouiba qui assemble chaque année 6.000 camions, la Sonacom achète à Renault plus de 1,2 milliard de francs de pièces détachées. L'idée d'une division du travail industriel entre les deux pays, pudiquement appelée «co-développement», fera-t-elle son chemin malgré l'intransigeance de la France sur le prix du gaz? En tous cas, les travailleurs des deux pays n'ont rien à attendre du renforcement de la «coopération» et du pillage impérialiste! Ce n'est pas la «dynamisation du bâtiment» grâce à des entreprises françaises qui va permettre d'enrayer radicalement le chômage et le sous-emploi chroniques dont souffrent les masses pauvres des bidonvilles d'Algérie.

D'ailleurs, ce que l'impérialisme peut à certains moments donner d'une main, il ne manque pas de le retirer tout de suite de l'autre. Sollicité par la bourgeoisie algérienne, l'impérialisme français veut bien s'engager dans un programme de construction de logements «préfabriqués», mais... il exige de la bourgeoisie algérienne qu'elle prenne des mesures policières draconiennes pour arrêter l'émigration des «faux touristes» en quête d'un travail au noir en France. C'est ainsi qu'en marge des rencontres Mitterrand-Chadli, Gaston Defferre a dis-

cuté longuement avec son homologue algérien Boualem Benhammouda: «La rencontre a permis aux deux hommes de jeter les bases d'une coopération accrue entre les polices algérienne et française, afin de mettre sur pied un contrôle effectif de la circulation des personnes entre les deux pays. La France est, en effet préoccupée par l'afflux des «faux touristes» qui, une fois en France, se tournent vers le travail au noir. M. Defferre a constaté avec satisfaction que l'action des autorités algériennes a déjà permis de réduire le nombre de ces clandestins» (Le Monde du 1/12/1981).

C'est cela aussi, et surtout cela, la «coopération» bourgeoise! Mitterrand, qui n'a pas manqué de tenir des propos démagogiques au sujet des travailleurs algériens immigrés, a justifié le contrôle accru de l'immigration par le souci du gouvernement de gauche de garantir aux travailleurs immigrés de meilleures conditions de vie. Il a cru ainsi berner tout le monde en faisant miroiter les mesures démagogiques prises par le gouvernement depuis quelques mois. Mais la démagogie ne résistera pas à la dure réalité.

Les prolétaires et les masses pauvres d'Algérie ainsi que les travailleurs immigrés en France ne tarderont pas à mesurer toutes les conséquences du rapprochement de la bourgeoisie algérienne avec l'impérialisme français. Et il dépend des prolétaires français de se rapprocher, eux, en combattant l'impérialisme français sous toutes ses formes, de leurs frères de classe algériens.

## Politique des blocs

(Suite de la page 3)

lesquelles de tels accords sont envisageables ont changé pour le parti communiste avec l'aptitude des différents courants prolétaires à se placer sur le terrain révolutionnaire ainsi qu'avec les besoins de délimitation croissants du parti et la réduction de sa latitude de manœuvre tactique, dans la succession des grandes phases historiques de la lutte prolétarienne. Et c'est une tâche ardue de déterminer avec précision les limites dans lesquelles l'action commune est possible dans les diverses situations historiques. Nous verrons plus loin dans cette série comment nous proposons que la direction de l'action commune soit donnée à une organisation prolétarienne ouverte, où travaillent les partis qui prennent une initiative ensemble.

Mais le problème tactique ne s'ar-

rête nullement à la détermination de ces limites générales. Il faut aussi se poser concrètement dans chaque situation particulière la question de savoir l'utilité et l'opportunité de tels accords sur la base d'une appréciation concrète de la situation, et en particulier du jeu des autres forces, de l'effet de tels accords, qui ne sont jamais posés comme condition obligatoire de l'action de classe, sur la lutte elle-même et sur le parti.

La méthode marxiste authentique n'a donc rien à voir avec celle des blocs politiques. Le fait de frapper ensemble avec d'autres organisations ne saurait entraîner pour le parti communiste aucune sorte d'union particulière avec elles, mais exige au contraire de **marcher séparément**.

Cela ne signifie pas seulement que le parti doit absolument conserver sa totale indépendance organi-

sative. Il doit aussi développer, même et surtout à l'heure de l'action commune, une critique incessante du programme des autres forces du point de vue de la lutte d'émancipation prolétarienne, mais également une critique des solutions insuffisantes que ces partis avancent pour répondre aux problèmes de la lutte en cours.

Cela est indispensable non seulement pour préserver une nette délimitation programmatique du parti qui est la condition substantielle de son indépendance organisationnelle, mais aussi pour permettre la continuité de la lutte en assurant seul la direction au moment, historiquement prévisible, où les autres partis auront fait auprès des masses la démonstration de leur impuissance.

(Prochain article: Pour une plateforme de revendications concrètes)

## Résistance encourageante aux PTT

(Suite de la page 3)

3) Les effectifs: les emplois créés dans les PTT ne seront pas en rapport avec les secteurs où le travail devra être réduit: on peut en déduire que le cauchemar quotidien des guichetiers, par exemple, va encore s'aggraver. D'autant que se confirme, comme dans les banques et à la Caisse d'Epargne, l'orientation déjà acceptée par la CGT et FO dans les commissions paritaires PTT. Pour compenser la réduction d'une heure, ouverture des guichets accrue le week-end. Or, depuis plusieurs mois déjà, les postiers font la grève du samedi pour résister à ces mesures;

4) La lutte contre la répression: malgré l'amnistie sur le papier, les sanctions et les brimades des petits chefs restent d'usage dans les PTT. Sur tous ces points, de nombreuses luttes locales ont éclaté

depuis le 10 mai, principalement dans les Centres de Tri: Créteil, Melun, Lyon, etc... Dans ces mouvements, la CGT s'est le plus souvent posée en championne de la «solidarité avec le gouvernement»; elle a assumé le rôle officiel de frein, et concentré sur elle les invectives des travailleurs combattifs.

La CFDT complète le jeu: elle ne désavoue pas ses sections combattives, mais freine les liaisons entre elles, et s'arrange en général avec la direction pour faire apparaître comme une «grande victoire» des concessions partielles, marginales par rapport aux objectifs du mouvement, mais que la CFDT a su mettre en avant au dernier moment.

Il faut dire que la direction dispose toujours de quelques postes, ou de quelques heures de compensation, qu'elle distille au bon moment pour éviter la généralisation des luttes. Parfois, c'est la CGT

qui en profite, comme à Lyon-Montrochet, où la CGT, qui a donné au mouvement une forme (grève de 2 heures) qui permettait le maintien de son cher «service public» a pu ensuite présenter comme une victoire de sa ligne le maintien de quelques auxiliaires concédés par la direction grâce à sa «réserve».

De telles manœuvres, ainsi que le jeu de division truquée entre les centrales syndicales qui s'accusent l'une l'autre pour décourager les travailleurs, ne peuvent être efficacement surmontées que par l'organisation de liens directs entre les travailleurs combattifs et les centres de lutte. Seules de telles liaisons peuvent recréer une circulation minimum de l'information, et l'organisation concrète de la solidarité, en toute indépendance par rapport aux bureaucraties officielles. C'est dans ce sens que notre travail dans les Postes continue à s'orienter.

### Permanences du Parti

#### EN BELGIQUE

● A Bruxelles: Le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

#### EN FRANCE

● A Angers: vente tous les samedis de 12 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● A Caen: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● Grenoble: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 28 novembre, 19 décembre, etc.

● Au Havre: vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● Au Mans: vente sur le marché de Pontlieux, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval: vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● A Lyon: 17 rue René Leynaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 5 et 19 décembre, etc.

● A Nantes: vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Paris: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● A Rouen: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● A Toulouse: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 6 et 20 décembre, etc.

● A Valence: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 6 et 20 décembre, etc.

#### EN SUISSE

● A Lausanne: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● A Genève: tous les mercredis de 18h30 à 20h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1<sup>er</sup> porte à gauche, puis 1<sup>er</sup> porte à droite «atelier».